



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°22 –15 novembre 2023

SOMMAIRE

Zoom : Exportations agroalimentaires et certification sanitaire vers la Grande-Bretagne

ROYAUME-UNI

- Steve Barclay remplace Thérèse Coffey à la tête du *Department for Environment, Food and Rural Affairs*
- Le gouvernement britannique officialise le report au 1^{er} février 2025 de l'exigence de certificat pour l'importation de produits biologiques en provenance de l'UE
- Entrée en vigueur au 1^{er} octobre des dispositions prévues par le cadre de Windsor sur la « green lane »
- Le gouvernement écossais présente son projet de loi sur l'agriculture et les communautés rurales
- Le gouvernement britannique confirme sa volonté de mettre fin aux exportations d'animaux vivants pour abattage et engraissement
- Les autorités britanniques reportent à nouveau l'entrée en vigueur de l'interdiction d'offre promotionnelle sur les produits sucrés, salés et gras
- Désignation de 3 premières aires marines hautement protégées (HPMA) anglaises dans lesquelles les activités de pêche seront interdites
- Le gouvernement a en outre présenté cet été un nouveau « paquet pêche »
- Le gouvernement adopte une loi interdisant le commerce international des ailerons de requins
- La *Food and Drink Federation* évalue à 1,4 Mds £ le coût des pénuries de main d'œuvre dans le secteur agroalimentaire au cours de l'année écoulée
- La *Food and Drink Federation* publie ses chiffres du commerce pour le premier semestre 2023, avec des augmentations de la valeur des exportations de 4 % et des importations de 6,8 %
- Suite à la consultation menée cet été, le gouvernement précise ses objectifs de réforme de la législation sur le vin
- La *Marine Management Organisation* a publié les statistiques des pêches maritimes du Royaume-Uni pour 2022
- Les ventes d'antibiotiques vétérinaires de nouveau en baisse au Royaume-Uni en 2022

IRLANDE

- Visite en Irlande de Marc Fesneau, Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
- La Commission européenne réduit la dérogation nitrate irlandaise au 1^{er} janvier 2024
- Le ministère de l'agriculture annonce une aide globale de plus de 6 millions d'euros pour le secteur irlandais de la myciculture
- Le ministre Heydon annonce l'octroi de 1,7 million d'euros pour la recherche sur les sols et l'agro-numérique
- Le ministre de l'agriculture lance une consultation pour orienter l'élaboration d'un cadre national sur le *Carbon Farming*
- Les ministres McConalogue et Ryan publient le premier plan d'action national pour la bioéconomie
- Diminution prévue de la récolte céréalière en 2023
- Teagasc et Goldcrop lancent un nouveau programme d'amélioration génétique de l'herbe et du trèfle
- Selon l'office central des statistiques (CSO), la consommation de viande a augmenté en Irlande en 2022, tirée par la consommation de volaille
- Le ministre McConalogue publie un nouveau Plan stratégique national pour le développement durable de l'aquaculture à l'horizon 2030 :
- Les exportations de bœuf irlandais vers la Chine ont été suspendues après la détection et la confirmation d'un cas d'ESB atypique en Irlande

PAYS-BAS

- Élections législatives le 22 novembre 2023
- Publication du rapport annuel relatif à la vente et l'utilisation d'antibiotiques en élevage
- L'agriculture biologique néerlandaise en stagnation selon les dernières données officielles
- La filière laitière néerlandaise se dote d'une nouvelle vision pour l'avenir
- Plusieurs syndicats font des propositions pour moderniser le système néerlandais des baux ruraux
- Propagation du virus de la fièvre catarrhale aux Pays-Bas
- Les Pays-Bas se sont abstenus lors du vote en octobre à Bruxelles sur le renouvellement de l'autorisation du glyphosate
- Les Pays-Bas ouvrent de nouveaux régimes de subventions pour les projets d'innovation dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture
- Les exportations néerlandaises de fleurs et de plantes en baisse de 4 % sur les trois premiers trimestres 2023 par rapport à 2022
- Sjaak van der Tak démissionne de son poste de président de la LTO
- Malgré les mesures nationales, la grippe aviaire sévit toujours aux Pays-Bas, tant chez les oiseaux sauvages que chez les oiseaux captifs

Zoom : Exportations agroalimentaires et certification sanitaire vers la Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a publié la version définitive du *Target Operating Model* (TOM) fin août, avec un nouveau décalage des dates de mise en **œuvre**

Dans un communiqué de presse publié le 29 août, le Cabinet Office a publié la version définitive du document, qui acte le report de trois mois de la plupart des échéances relatives aux formalités sanitaires et phytosanitaires.

Les nouvelles échéances sont les suivantes :

- la mise en place d'une certification obligatoire pour les produits considérés à risque modéré à partir du 31 janvier 2024. Cette certification pourra faire l'objet de contrôles documentaires par le gouvernement britannique ;
- le déploiement des contrôles effectifs à la frontière à partir du 30 avril 2024, avec la mise en place des contrôles d'identité et physiques qui auront lieu dans les nouveaux postes de contrôles frontaliers. Cette échéance concerne tous les produits, animaux et plantes en provenance de l'Union européenne (UE), à l'exception de l'Irlande. Pour ces produits, les contrôles aux frontières ne seront pas mis en place avant le 31 octobre 2024.

L'échéance relative aux déclarations de sûreté et sécurité reste inchangée, au 31 octobre 2024.

Les autorités britanniques tiennent à jour un tableau avec le détail de tous les codes douaniers des produits animaux à risque élevé et modéré, qui devront donc faire l'objet d'une certification avant d'être exporté en Grande-Bretagne.

- ⇒ Pour vérifier où se situent les produits que vous exportez, vous pouvez donc consulter la liste qui est disponible [ici](#).

Pour mémoire, l'échéance au 1^{er} janvier 2024 concernant les nouvelles modalités d'étiquetage, pour indiquer le nom et l'adresse de l'exploitant du secteur alimentaire (FBO) reste inchangée. Cela concerne les denrées alimentaires pré-emballées ou les caséines vendues en Irlande.

- ⇒ Pour plus de détails sur les modalités d'étiquetage, consultez les informations disponibles [ici](#).

Inscrivez-vous au séminaire organisé par le MASA pour préparer les opérateurs à ces nouvelles échéances

Le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire organise un séminaire par visioconférence le mardi 5 décembre 2023 de 10h à 11h30 heure française.

- ⇒ Si vous êtes intéressés, vous pouvez vous inscrire en écrivant à export.dgal@agriculture.gouv.fr

ROYAUME-UNI

Steve Barclay remplace Thérèse Coffey à la tête du *Department for Environment, Food and Rural Affairs*

Le 13 novembre, le Premier ministre Rishi Sunak a procédé à un remaniement de son gouvernement. Outre la nomination de David Cameron aux affaires étrangères, la ministre de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (Defra) a annoncé sa démission à l'occasion de ce remaniement et a été remplacée à son poste par Steve Barclay, précédemment ministre des affaires sociales et de la santé.

Le gouvernement britannique officialise le report au 1^{er} février 2025 **de l'exigence de certificat pour l'importation de produits biologiques en provenance de l'UE**

La [Guidance sur l'importation des produits bio au Royaume-Uni](#) indique désormais que les exportations depuis l'UE vers la Grande-Bretagne seront soumises à l'exigence d'un *Certificate of Inspection (COI)* à partir du 1^{er} février 2025. La [Guidance sur les standards marketing viande de volaille](#) a également été actualisée pour reporter au 1^{er} février 2025 l'exigence de certificats d'indications facultatives.

Entrée en vigueur au 1^{er} octobre des dispositions prévues par le cadre de Windsor sur la « green lane »

Le secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord a déclaré à la BBC que 1 600 nouvelles entreprises s'étaient inscrites au dispositif leur permettant d'utiliser la voie verte pour leurs exportations de produits agroalimentaires vers l'Irlande du Nord. En amont de cette échéance, le gouvernement a complété en septembre les outils prévus avec :

- mise à jour des documents sur le [Northern Ireland Retail Movement Scheme](#);
- ajout d'une *Guidance* sur le [mouvement des plantes entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord](#) et l'[utilisation du Northern Ireland plant health labels](#).

Le gouvernement écossais présente **son projet de loi sur l'agriculture et les communautés rurales**

Dans sa présentation réalisée le 29 septembre, le gouvernement indique que le [l'Agriculture and Rural Communities Bill](#) introduira un nouveau cadre de soutien qui remplacera l'actuelle politique agricole commune à partir de 2026. Le gouvernement précise qu'il souhaite « aider les agriculteurs à produire davantage que ce qui est consommé, et ce de manière plus durable, afin de soutenir leur rôle essentiel dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, ainsi que dans la restauration de la biodiversité ».

Le gouvernement britannique confirme sa volonté de mettre fin aux exportations **d'animaux vivants pour abattage et engraissement**

A l'occasion du discours du Roi devant le parlement le 7 novembre, le gouvernement a annoncé vouloir déposer cette année, à cet effet,

une *Animal Welfare (Livestock Exports) Bill*, en ligne avec l'engagement pris par le gouvernement en décembre 2020 de mettre fin aux exportations d'animaux vivants.

Les autorités britanniques reportent à nouveau **l'entrée en vigueur de l'interdiction d'offre promotionnelle** sur les produits sucrés, salés et gras

Cette mesure, initialement envisagée dans la stratégie sur l'alimentation, avait déjà été reportée au mois d'octobre de cette année. [Dans un communiqué](#), le Premier ministre, Rishi Sunak a déclaré qu'il n'était pas juste que le gouvernement limite les options offertes aux consommateurs lors de leurs achats.

Désignation de 3 premières aires marines hautement protégées (HPMA) anglaises dans lesquelles les activités de pêche seront interdites

Le gouvernement britannique a confirmé, le 5 juillet, la [création de 3 aires marines de protection forte en Angleterre](#) (*Highly Protected Marine Areas*) : Allonby Bay, North East of Farnes Deep, Dolphin Head. Initialement candidates, les zones de Lindisfarne et d'Inner Sivler Pit South avaient été écartées en février 2023. Suite à cette annonce, la Marine Management Organisation a lancé, le 4 août, une [nouvelle consultation](#) qui s'est clôt le 14 septembre, présentant les textes réglementaires liés pour une mise en œuvre effective des mesures pour début 2024.

Le gouvernement a en outre présenté cet été un nouveau « paquet pêche »

Dévoilé le 17 juillet par un [communiqué de presse](#), ce paquet comprend plusieurs mesures qui viendront préciser la nouvelle politique des pêches anglaise. Il comprend notamment :

- le lancement de consultations jusqu'au 1^{er} octobre sur les 6 premiers *Fisheries Management Plans* (bar, espèces démersales hors quota de la Manche, crabes et homards, coquilles Saint Jacques, poissons plats mixtes du sud de la mer du Nord et de la Manche orientale, et bulots) ;
- le lancement d'une consultation jusqu'au 9 octobre 2023 sur le déploiement du *Remote Electronic Monitoring* (REM) dans les eaux anglaises ;
- le lancement d'une consultation jusqu'au 9 octobre 2023 sur l'obligation de débarquement dans les eaux anglaises ;
- la publication de la réponse du gouvernement à la consultation sur la senne démersale dans les eaux anglaises, menée l'an dernier, qui prévoit notamment la suppression d'une dérogation qui autorise actuellement l'utilisation d'un maillage de 40 mm pour la pêche ciblée de l'encornet.

Le gouvernement adopte une loi interdisant le commerce international des ailerons de requins

[Cette loi](#) interdit l'importation et l'exportation d'ailerons de requins détachés, y compris tous les produits contenant des ailerons de requins, comme la soupe d'ailerons de requins en conserve. Cette décision fait suite à la promesse d'un plan d'action pour le bien-être des animaux et à un appel à contribution, dans lequel la

plupart des personnes interrogées ont souligné leur forte opposition à cette pratique.

La *Food and Drink Federation* évalue à 1,4 Mds £ le coût des pénuries de **main d'œuvre dans le secteur agroalimentaire au cours de l'année écoulée**

La FDF estime qu'au cours de l'année écoulée (de juillet 2022 à juillet 2023) les pénuries de main-d'œuvre ont coûté à l'industrie un montant estimé à 1,4 milliard de livres sterling, en raison de la perte de production. Elle révèle également que six fabricants de produits alimentaires et de boissons sur dix (57 %) ont des taux de vacance allant jusqu'à 5 %, les PME étant les plus touchées par ces pénuries, la moitié d'entre elles faisant état de taux de vacance allant jusqu'à 10 %, soit près de trois fois la moyenne nationale.

La *Food and Drink Federation* publie ses chiffres du commerce pour le premier semestre 2023, avec des augmentations de la valeur des exportations de 4 % et des importations de 6,8 %

Les chiffres montrent notamment que c'est le commerce avec l'Union européenne qui progresse le plus, l'Irlande restant le plus gros marché export du Royaume-Uni (+10 %). Dans son [communiqué](#), la FDF indique cependant que, si la valeur des exportations a augmenté dans la plupart des catégories, les volumes ont été affectés par les défis auxquels la chaîne d'approvisionnement alimentaire britannique a été confrontée : pénuries importantes de main-

d'œuvre, hausse des salaires et des factures énergétiques.

Suite à la consultation menée cet été, le gouvernement précise ses objectifs de réforme de la législation sur le vin

Le Defra a publié un résumé des [réponses](#) obtenues à la consultation et confirme sa volonté de proposer des mesures, concernant notamment la fin de l'obligation de certains emballages en aluminium et bouchons en champignons et de certaines formes de bouteilles ; l'utilisation des cépages hybrides dans les IG ; l'assemblage possible des vins importés ou encore la possibilité de commercialiser de la « piquette ».

La *Marine Management Organisation* a publié les statistiques des pêches maritimes du Royaume-Uni pour 2022

Selon le [document](#), les navires britanniques ont débarqué, en 2022, 640 000 tonnes de poisson, pour une valeur de 1,04 milliard de livres sterling. Par rapport à 2021, il s'agit d'une baisse de 2 % en volume, mais d'une augmentation de 13 % en valeur, reflétant les prix plus élevés obtenus l'année dernière. Les navires écossais restent les premiers contributeurs avec 429 000 tonnes débarquées pour une valeur de 617 millions de livres sterling. Cela représente une baisse de 2 en volume et une augmentation de 4 en valeur par rapport aux chiffres écossais de 2021.

Les ventes d'antibiotiques vétérinaires de nouveau en baisse au Royaume-Uni en 2022

La *Veterinary Medicines Directorate* (VMD) a publié le 1^{er} novembre son rapport [UK-Veterinary Antimicrobial Resistance and Sales Surveillance](#) qui montre que les ventes d'antibiotiques destinés aux animaux producteurs d'aliments ont chuté de près de 10 % l'année dernière et ont été divisées par plus de deux depuis 2014. Les ventes des antibiotiques les plus prioritaires en raison de leur importance critique pour la santé humaine restent à des niveaux extrêmement bas. Le rapport dresse également un tableau positif de la diminution de la résistance dans plusieurs indicateurs de résultats clés.

IRLANDE

Visite en Irlande de Marc Fesneau, Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Marc Fesneau, était en Irlande le vendredi 27 octobre à l'invitation de son homologue Charlie McConalogue. Cette visite témoigne des relations fortes qu'entretiennent la France et l'Irlande dans le secteur agricole et s'inscrit dans le cadre du plan d'action conjoint France-Irlande 2021-2025, signé en 2021 à l'occasion de la visite du président Emmanuel Macron en Irlande. Les ministres ont visité une exploitation agricole bovine qui fait partie du réseau de fermes de démonstration du programme *Future Beef du Teagasc* et ont assisté à la signature d'une déclaration d'intention sur le renforcement de la coopération dans le domaine de l'enseignement agricole visant à développer les coopérations et mobilités. Lors d'une réunion bilatérale, les ministres ont pu aborder de nombreux sujets, notamment l'agriculture durable, les accords de libre-échange, les discussions en cours sur le règlement relatif aux nouvelles techniques génomiques et la politique agricole commune.

La Commission européenne réduit la dérogation nitrate irlandaise au 1^{er} janvier 2024

Le gouvernement irlandais a annoncé début septembre la décision de la Commission européenne de réduire la dérogation nitrate irlandaise à 220 kg d'azote organique (N) par hectare (contre 250 actuellement) dès le 1^{er} janvier 2024 dans certaines zones. Cette décision

fait suite aux derniers résultats sur la qualité de l'eau qui, selon la Commission, n'ont pas montré une amélioration suffisante, avant son expiration au 1^{er} janvier 2026. Cette annonce a provoqué de vives réactions des syndicats agricoles, qui mettent en avant les conséquences néfastes attendues pour le secteur de l'élevage.

Le ministère de l'agriculture annonce une aide globale de plus de 6 millions d'euros pour le secteur irlandais de la myciculture

Le ministre de l'agriculture irlandais, Charlie McConalogue, et la secrétaire d'Etat Pippa Hackett, ont annoncé le lancement de deux programmes pour soutenir le secteur du champignon. Le premier vise à améliorer l'efficacité énergétique, l'automatisation et la transformation des producteurs de champignons. Le deuxième programme s'adresse aux producteurs commerciaux non primaires et encourage le remplacement de la tourbe par d'autres matériaux. Ces mesures visent à renforcer le secteur du champignon en Irlande, qui dépend principalement du marché britannique pour ses exportations.

Le ministre Heydon annonce l'octroi de 1,7 million d'euros pour la recherche sur les sols et l'agro-numérique

Un financement de près d'1 M€ est accordé à deux projets dans le cadre du programme commun européen sur la gestion des sols agricoles (EJP Soil). L'*University College Dublin (UCD)*, *Teagasc* et le *Tyndall National Institute* étudieront le développement de technologies de

détection innovantes pour le suivi et la cartographie des pratiques de gestion des sols, et la manière dont la gestion intelligente des systèmes de culture peut contribuer au piégeage du carbone et à l'amélioration du cycle des nutriments azotés et phosphorés. En outre, un peu plus de 0,5 M€ seront consacrés à deux projets dans le cadre du réseau européen de recherche sur les TIC (technologies de l'information et de la communication) dans le secteur agroalimentaire. L'UCD et l'université technologique de Munster participeront à l'examen des applications de l'intelligence artificielle pour l'agriculture et des TIC pour la traçabilité et la transparence des aliments.

Le ministre de l'agriculture lance une consultation pour orienter l'élaboration d'un cadre national sur le *Carbon Farming*

Lancée le 26 septembre, cette [consultation](#) est présentée comme une occasion pour les agriculteurs et les gestionnaires des terres de tirer une nouvelle source de revenus pour leur exploitation. Le ministre précise qu'un « cadre crédible est une première étape nécessaire pour soutenir [les] agriculteurs/gestionnaires des terres dans les domaines de l'élimination du carbone, de la réduction des émissions et des services écosystémiques ». La consultation s'est clôt le 3 novembre.

Les ministres McConalogue et Ryan publient le premier plan d'action national pour la bioéconomie

Selon le [communiqué](#) publié par les ministres de l'agriculture et de l'environnement, la

publication du plan illustre l'intention irlandaise d'accélérer le développement durable de la bioéconomie pour soutenir l'action climatique. Le Plan d'action national pour la bioéconomie 2023-2025 mettra fortement l'accent sur la mise en œuvre de pratiques scientifiques, de technologies et d'innovations biosourcées durables dans les exploitations agricoles et par les industries biosourcées en Irlande.

Diminution prévue de la récolte céréalière en 2023

L'estimation de la récolte publiée par Teagasc anticipe une production totale de céréales en Irlande de 2,1 millions de tonnes en 2023. Cela représente une baisse de 300 000 tonnes (-13 %) par rapport à 2022. Les estimations des rendements des cultures restent dans les moyennes quinquennales. La seule exception est l'orge de printemps, pour laquelle les experts s'attendent à ce que les rendements de 2023 soient nettement inférieurs à la moyenne quinquennale. Teagasc estime que 45 % de l'orge de printemps de cette année ont été semés tardivement, à partir de la mi-avril, en raison du temps humide. Les chiffres sur les superficies consacrées aux céréales montrent, pour leur part, une diminution de 6 % par rapport à 2022. Cette baisse est ramenée à 2 % si l'on tient compte également des protéagineux et du colza ; et à 1 % en incluant les surfaces de betteraves et de maïs.

Teagasc et Goldcrop lancent un nouveau programme d'amélioration génétique de l'herbe et du trèfle

L'institut de recherche irlandais *Teagasc* et l'entreprise *Goldcrop* ont signé un accord d'amélioration génétique à long terme de l'herbe et du trèfle. La collaboration en matière de sélection et de commercialisation s'appellera *Pasture Innovations* et a été négociée à l'issue d'une procédure d'appel d'offres. L'accord porte sur une durée de 15 ans, avec des options d'extension. Il fait suite à un premier accord de 10 ans conclu précédemment. *Pasture Innovations* permet à *Goldcrop* d'avoir les droits de commercialisation du matériel fourrager issu du programme de sélection de graminées et de trèfles de *Teagasc Oak Park*.

Selon l'office central des statistiques (CSO), la consommation de viande a augmenté en Irlande en 2022, tirée par la consommation de volaille

Les nouveaux chiffres publiés le 12 octobre montrent que la consommation moyenne de viande « a augmenté de près de 1 kg par habitant, pour atteindre 93,9 kg en 2022 ». Les derniers chiffres montrent également que l'offre de viande en Irlande a augmenté de 4 % pour atteindre 1,48 million de tonnes l'année dernière. L'augmentation a été tirée par la croissance de la consommation de viande de volaille, qui a augmenté de 3 kg (7 %) par personne pour atteindre 41,9 kg, tandis que la consommation de toutes les autres viandes a diminué en 2022. Selon le dernier rapport du CSO, l'autosuffisance en volaille a chuté de 9 points à 80 %, entraînant une réduction du taux d'autosuffisance en viande totale de 3 points à 262 %.

Le ministre McConalogue publie un nouveau Plan stratégique national

pour le développement durable de l'aquaculture à l'horizon 2030 :

Publié le 5 octobre, le plan présente une vision de l'aquaculture irlandaise à l'horizon 2030, avec l'accent sur le maintien d'un avantage concurrentiel grâce à une production à faible impact, tout en renforçant la résilience commerciale par l'innovation technique et la diversification. Le plan prévoit quatre objectifs de haut niveau : i) renforcer la résilience et la compétitivité, ii) augmenter la participation à la transition écologique, iii) assurer l'acceptation sociale et l'information des consommateurs et iv) accroître les connaissances et l'innovation, avec 58 actions telles que le déploiement d'un nouveau système d'octroi de licences et d'informations sur l'aquaculture en ligne, l'accent mis sur le bien-être des poissons, le soutien à l'innovation et l'élaboration d'un plan pour promouvoir les métiers du secteur.

Les exportations de bœuf irlandais vers la Chine ont été suspendues après la détection et la confirmation d'un cas d'ESB atypique en Irlande

La nouvelle de l'interruption des exportations de bœuf irlandais vers la Chine a été confirmée après la détection et la confirmation, le 3 novembre, d'un cas d'ESB atypique chez un bovin en Irlande. Le nouveau cas a été découvert lors de tests en équarrissage, sur une vache de dix ans. Après une fermeture de trois ans en raison d'un précédent cas d'ESB, découvert en 2020, le marché chinois venait de rouvrir en janvier 2023 et les expéditions avaient repris en avril de cette année, coïncidant avec le lancement d'une campagne *Bord Bia* visant à promouvoir le bœuf irlandais dans ce pays.

PAYS-BAS

Élections législatives le 22 novembre 2023

Suite à la démission du gouvernement néerlandais le 7 juillet 2023, des élections législatives (nationales, proportionnelles, sans seuil) sont prévues le 22 novembre prochain. **L'équipe gouvernementale en place est démissionnaire depuis cet été, et le restera jusqu'à la nomination d'un nouveau gouvernement.** Cela peut prendre plusieurs mois, le mode de scrutin imposant la constitution d'un accord de coalition entre partis à déterminer. Dans l'attente, la capacité d'initiative du gouvernement est limitée par l'absence de soutien parlementaire mais n'est pas inexistante.

Publication du rapport annuel relatif à la vente et l'utilisation d'antibiotiques en élevage

Le [bilan 2022](#) relatif à l'utilisation et la vente d'antibiotiques pour les animaux d'élevage néerlandais, récemment publié, montre une **diminution de l'usage d'antibiotiques** dans les filières lapin, porc et poulet de chair, avec des diminutions respectives de 32 %, 24 % et 8 % par rapport à l'an dernier. Le secteur bovin reste stable, avec une utilisation faible. En revanche, **l'utilisation augmente pour le secteur de la dinde (+ 4 %) et les veaux (+6 %).**

L'agriculture biologique néerlandaise en stagnation selon les dernières données officielles

Le groupe audiovisuel public NOS a publié le 25 août une [analyse](#) fondée sur des chiffres de l'organe SKAL de contrôle de la filière biologique, montrant que le nombre d'exploitations biologiques aux Pays-Bas stagne dans plusieurs secteurs. Cela résulte notamment d'une demande insuffisante de la part des consommateurs. Dans des secteurs tels que l'élevage de chèvres et de volailles, le nombre d'exploitations biologiques est même en baisse. Certains agriculteurs biologiques considéreraient que leur production n'est actuellement pas suffisamment rentable et cesseraient leur activité ou se tourneraient vers l'agriculture non biologique. Selon NOS, pas moins de 13 % des exploitations agricoles et horticoles biologiques ont cessé leurs activités en raison de l'insuffisance des débouchés commerciaux.

La filière laitière néerlandaise se dote d'une nouvelle vision pour l'avenir

Les principaux points mis en avant dans la stratégie pour un « [élevage laitier du futur](#) » sont un engagement pour la réduction des émissions et pour un meilleur milieu de vie ; l'**objectif d'une production laitière neutre pour le climat d'ici 2050** et la reconnaissance de la contribution des exploitations laitières à la séquestration du CO₂ et aux économies d'énergie ; l'ambition de passer à une production laitière sans engrais et la révision de la politique de gestion du fumier en faveur des engrais organiques ; la conservation et l'expansion des prairies pour la biodiversité et l'amélioration de la vie des sols. Dans le document, les signataires demandent également

qu'il n'y ait pas de nouvelle réduction du cheptel aux Pays-Bas (dans le cadre de la résorption de la crise de l'azote) et que soient rejetées les approches imposant des normes et solutions génériques, au profit d'une meilleure prise en compte de la diversité au sein du secteur.

Plusieurs syndicats font des propositions pour moderniser le système néerlandais des baux ruraux

Plusieurs organisations, dont la LTO (principal syndicat agricole), *Federatie Particulier Grondbezit* (FPG), *Nederlands Agrarisch Jongeren Kontakt* (NAJK) et l'Association pour les locataires fonciers et les utilisateurs de terres propres (BLHB), demandent une adaptation de la réglementation des baux ruraux pour permettre d'augmenter les possibilités de louer des terres agricoles. Les organisations ont fait des propositions au ministre démissionnaire Piet Adema, avec notamment l'objectif de stimuler des baux durables et à long terme, permettant aux bailleurs d'obtenir un retour sur investissement raisonnable.

Propagation du virus de la fièvre catarrhale aux Pays-Bas

Dans un [courrier au parlement](#), le ministre déplore la vitesse à laquelle le virus se propage, avec, au 12 octobre, la détection de la maladie dans plus de 1 000 exploitations (700 ovines et près de 300 bovines, ainsi que quelques exploitations caprines). Le ministre indique que, suite aux avis négatifs prodigués par l'agence du conseil d'évaluation des médicaments (aCBG) et par les agences des médicaments vétérinaires (BD), il a décidé de ne pas permettre l'utilisation du

vaccin sud-africain aux Pays-Bas. Le ministre ajoute qu'il reste pleinement engagé dans le développement d'un vaccin européen, tout en rappelant que la décision revient *in fine* aux entreprises pharmaceutiques.

Les Pays-Bas se sont abstenus lors du vote en octobre à Bruxelles sur le **renouvellement de l'autorisation du glyphosate**

Le ministère chargé de l'agriculture (LNV) a publié la [déclaration néerlandaise qui accompagne le vote](#).

Les Pays-Bas ouvrent de nouveaux régimes de subventions pour les **projets d'innovation dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture**

L'aide est composée d'un volet pour la [pêche](#) et d'un volet pour l'[aquaculture](#). Le budget total de cette subvention s'élève à 6,6 M€ dont 70 % sont financés par le Fonds européen pour la pêche et l'aquaculture maritimes (FEAMPA), le gouvernement néerlandais finançant les 30 % restants. Outre le caractère innovant, les critères de sélection concerneront les perspectives apportées d'un point de vue économique, environnemental et/ou en assurant un meilleur bien-être animal, une consommation d'énergie plus efficace et plus de sécurité à bord.

Les exportations néerlandaises de fleurs et de plantes en baisse de 4 % sur les trois premiers trimestres 2023 par rapport à 2022

Selon l'Association des grossistes en produits de pépinière (VGB), sur la base des statistiques d'exportation de Floridata, la valeur totale des exportations jusqu'en septembre inclus s'élève à 5,3 Mds€. Les exportations de fleurs coupées ont baissé de 5 % au cours des trois premiers trimestres de l'année, à 3,2 Mds€. Un recul de 3 % est visible pour les plantes. Selon la VGB, la baisse des exportations est due à la combinaison de coûts plus élevés pour le transport, l'énergie et le personnel et d'un retard de la demande en fleurs et plantes. Les exportations vers le Royaume-Uni et la France, en particulier, ont fortement diminué au cours des trois premiers trimestres de l'année. Seule la Belgique a importé un petit peu plus. Pour l'ensemble de l'année, la VGB s'attend à une contraction des exportations de 4 %.

population d'oiseaux sauvages aux Pays-Bas et en Europe, le ministre de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité alimentaire (LNV) avait décidé, le 3 novembre, la fin du confinement des volailles. Lors de la confirmation de deux nouveaux foyers début novembre à Renswoude et Middelie, le LNV a fait abattre les animaux des deux sites et a décrété le confinement des élevages commerciaux sur tout le territoire.

Sjaak van der Tak démissionne de son poste de président de la LTO

Après trois ans à la tête de l'organisation faîtière des agriculteurs LTO Nederland, Sjaak van der Tak a annoncé, fin octobre, son intention de ne pas se représenter et prendra sa retraite à la fin du mois de décembre. La LTO doit donc désormais se mettre à la recherche d'un nouveau président. Van der Tak a pris ses fonctions en 2021 dans un contexte de troubles majeurs parmi les agriculteurs, en raison de la crise de l'azote.

Malgré les mesures nationales, la grippe aviaire sévit toujours aux Pays-Bas, tant chez les oiseaux sauvages que chez les oiseaux captifs

En l'absence de foyer d'influenza aviaire H5N1 hautement pathogène depuis juillet, et face à une très faible présence du virus dans la

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Julie Poirot, Héloïse Pestel, **avec l'appui des** services économiques de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr